

ment américain (*United States Fuel Administration*). Or, dès le commencement d'octobre de cette année, les chefs ouvriers mineurs se plaignirent que l'échelle de gages fixée par l'entente de 1917 n'était plus à la hauteur des profits des patrons, devenus libres de vendre leurs produits plus cher depuis la fin de la guerre, disaient-ils ; que la distribution des heures de travail faisait perdre du temps et de l'argent aux mineurs, et qu'enfin les patrons devaient leur accorder la semaine de cinq jours, la journée de six heures et une augmentation de salaire de 60%. ou bien ce serait la grève générale pour le 1er novembre. Quelques jours auparavant, le 22 septembre, à leur convention de Cleveland, les chefs ouvriers mineurs avaient dénoncé l'entente de 1917 comme devant prendre fin le 1er novembre. C'était gravement manquer à la parole donnée. Mais c'est la tactique trop souvent suivie par les unions de l'Internationale.

Pris à la gorge, les propriétaires des mines ne refusèrent pas, cependant, de conférer avec leurs ouvriers. Il y eut des négociations, à Buffalo et à Philadelphie, entre les représentants des deux parties, les ouvriers y maintenant toutes leurs demandes et prétendant qu'ils exigeaient la semaine de cinq jours parce qu'ils ne travaillaient pas quatre jours par semaine. Les dépêches ne nous ont pas communiqué les raisons qu'ont opposées les patrons à ces réclamations des ouvriers. Et cela n'est pas la première fois que les agences télégraphiques ne nous font entendre qu'un son de cloche dans ces disputes entre patrons et ouvriers. On paraît trop souvent préoccupé, en certains milieux de presse, de servir le nombre plutôt que la justice. C'est ainsi que peu de journaux nous ont dit que les chefs des Mineurs-Unis d'Amérique, en décrétant la grève, le 1er novembre, violaient l'engagement qu'ils avaient eux-mêmes signé avec les propriétaires des mines en 1917. Tout en faisant la part de l'ignorance, on peut se demander si ce silence était bien partout désintéressé.

Les conférences de Buffalo et de Philadelphie échouèrent ; et la grève fut décrétée par les chefs ouvriers. Ce fut alors que le gouvernement américain décida d'intervenir. Le ministre du travail, M. Wilson, convoqua une nouvelle conférence des chefs d'unions et des patrons. Après une longue discussion, qui menaçait de s'éterniser, le président des États-Unis lui-même, bien que retenu au lit par une grave indisposition, résolut de s'interposer entre les deux parties et leur fit la proposition suivante : reprise des négociations sans réserves de part et d'autre, soumission des questions disputées à l'arbitrage, et continuation du travail dans les mines en attendant la solution définitive des difficultés. Les propriétaires de mines, comme il appert d'une déclaration officielle du Ministre du Travail des États-Unis, acceptèrent tout de suite